

Boris Barth, Europa nach dem Großen Krieg. Die Krise der Demokratie in der Zwischenkriegszeit 1918–1938, Frankfurt a. M. (Campus Verlag) 2016, 361 S., ISBN 978-3-593-50521-3, EUR 34,95.

rezensiert von | compte rendu rédigé par

Olivier Baisez, Villeurbane

Boris Barth, professeur d'histoire contemporaine à l'université de Constance, propose dans cet ouvrage une synthèse historique sur la question de la crise des démocraties européennes dans l'entre-deux-guerres. Son travail ne se fonde pas sur le dépouillement de sources inédites mais entend tirer son originalité d'un traitement européen et transnational du problème posé, dépassant le traditionnel cloisonnement des historiographies nationales. Le tableau des «dictatures en Europe» (p. 15) indique les bornes chronologiques de l'analyse, entre la guerre civile russe et l'instauration d'un régime autoritaire sous le roi Carol II de Roumanie en 1938. L'une des thèses de l'auteur est que, contrairement à une idée reçue, la crise économique mondiale consécutive au krach boursier d'octobre 1929 «ne constitue pas une césure décisive pour l'histoire de la démocratie» (p. 16), même si elle a fait office de «catalyseur» (p. 113, 136 et suiv.) et a pris l'ampleur d'une crise du libéralisme et de la démocratie (p. 146). Son ambition, dès le premier chapitre introductif, est de montrer quels ont été les facteurs transversaux qui, ensemble, ont causé le déraillement de la plupart des démocraties en Europe, alors que la démocratisation pouvait jusqu'à la Première Guerre mondiale être considérée comme un processus à l'œuvre dans le «sens de l'histoire», au même titre que l'industrialisation ou l'urbanisation.

Dans le deuxième chapitre, Barth commence par chercher les causes de cette crise européenne dans les séquelles de la Première Guerre mondiale et de la conférence de paix de Paris. Il balaye successivement, sur un rythme assez rapide, une partie des grands problèmes historiographiques de la période: l'ordre mondial issu des traités parisiens des années 1919–1920, les violences paramilitaires et les répliques guerrières de la grande secousse de 1914–1918, la question du nationalisme et de l'ethnicisation des États d'Europe centrale et orientale, les difficultés économiques de l'après-guerre.

Les principaux problèmes soulevés par la conférence de paix de Paris et les traités successifs sont bien connus: absence de toute négociation avec les puissances vaincues; absence de délégation russe; non-ratification par les États-Unis du traité de Versailles entraînant leur non-adhésion à la Société des nations, pourtant portée sur les fonts baptismaux par le président américain Wilson. Plus originale sans doute est le troisième chapitre du livre, qui montre que la «brutalisation» de la culture politique européenne est davantage un produit des conflits d'après-guerre que de la guerre proprement dite, et invite à réviser ou nuancer, à la lumière d'une perspective véritablement continentale, l'image conventionnelle d'un entre-deux-guerres pacifié (à partir du paradigme de la «guerre de Trente Ans»)¹. La construction nationale dans les États créés par le nouvel ordre européen s'est souvent faite dans la violence (comme en Hongrie ou en Bulgarie, par exemple). Son succès même a sapé la légitimité des institutions démocratiques de nombreux pays (la Tchécoslovaquie apparaissant fréquemment comme le contre-exemple de



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

1 Voir récemment: Ian Kershaw, *To Hell and Back. Europe, 1914–1949*, Londres 2015.

réussite).

L'irénisme de la notion de droit des peuples à l'autodétermination a conduit à mal apprécier la situation de l'Europe centrale et orientale et a pavé la voie à la mise en œuvre du principe de l'homogénéité ethnique. C'est ce que montre Barth dans son quatrième chapitre. La notion même de «minorité», en droit constitutionnel et international, est un produit de ce nouvel ordre européen, de même que la question des réfugiés – bien que la fermeture des États-Unis à l'immigration européenne à partir de 1924 y ait aussi grandement contribué. Le traité de Lausanne (1923) et les déplacements de population qu'il prévoit au nom du principe ethnique sont présentés par l'auteur comme des précédents ayant ouvert la porte aux déplacements de population ultérieurs et aux pratiques de «purification ethnique». Le paradoxe de la protection des minorités est qu'elle se fonde sur le présupposé que l'hétérogénéité ethnique au sein d'un même État posera nécessairement problème, et qu'en requérant des personnes une détermination sans équivoque de leur identité nationale, elle consolide la logique ethnique².

Barth traite dans le cinquième chapitre des facteurs économiques de la crise et souligne que l'inflation post-guerre doit être appréhendée comme un problème global – une réalité souvent masquée par la focalisation sur le cas allemand – frappant notamment les catégories de la population les plus susceptibles de soutenir les régimes démocratiques. Il décrit la crise agricole persistante et les difficiles réformes agraires qui ont lieu pendant toute la décennie 1920, avant d'en venir aux marchés financiers et à la politique de l'étalon-or. Dans ce dernier domaine, la comparaison avec les États-Unis est considérée comme indispensable, non seulement en raison du haut degré de connexion transatlantique des économies, mais aussi parce que les États-Unis sont l'exemple d'un pays très durement touché par la crise, mais où l'on n'observe pas de remise en cause fondamentale des institutions démocratiques, contrairement à l'Allemagne, notamment, où le gouvernement lui-même les met sur la touche dès 1930. La crise économique mondiale a selon Barth renforcé la tendance à la régionalisation ou provincialisation économique, opposée au système économique mondialisé d'avant-guerre.

Barth récapitule ensuite les éléments paradigmatiques de la crise des démocraties européennes (révisionnisme, violence paramilitaire, ethnicisation, dysfonctionnements économiques) avant de passer dans le sixième chapitre aux facteurs proprement politiques: la contestation du parlementarisme par l'extrême-droite et l'armée (analysée successivement à travers les cas de la France, de l'Autriche, de la Yougoslavie, de la Pologne, de la Hongrie, de l'Espagne, du Portugal, de la Roumanie). Sans surprise, la présence de forces politiques libérales capables de former des alliances avec la gauche ou la droite apparaît comme un rempart efficace contre la menace fasciste. La revue des facteurs nocifs à la démocratie s'achève dans le septième chapitre sur deux thèmes forts. D'abord, l'entre-deux-guerres est considéré comme un apogée de la technocratie et de l'ingénierie sociale, qui traitent les sociétés comme un matériau brut à modeler et disputent aux institutions démocratiques leur légitimité dans la conduite des politiques publiques. Comme précédemment en matière économique, Barth juge nécessaire ici d'inclure à l'analyse les États-Unis et le concept d'américanisation. Reprenant les thèses de Jörg Baberowski³, il présente l'Union soviétique comme une

2 Sur ce point, comme sur la question plus générale de la modernité des régimes autoritaires et du fascisme, Barth semble s'inspirer des thèses de Zygmunt Bauman, *Modernity and Ambivalence*, Ithaca, NY 1991.

3 Jörg Baberowski, *Verbrannte Erde. Stalins Herrschaft der Gewalt*, Munich 2012.

19.–21. Jahrhundert –
Époque contemporaine

DOI:

10.11588/frrec.2017.3.41333

Seite | page 2



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

«dictature des managers et des ingénieurs, au détriment des droits des ouvriers et des syndicats» (p. 256). L'eugénisme représente une forme aiguë de cette approche technocratique des phénomènes sociaux. Enfin, les formes du «culte du chef» (Führerkult) sont examinées, de façon assez classique, à partir de la notion de charisme chez Max Weber.

L'ouvrage s'achève par un retour synthétique sur les principaux problèmes de l'historiographie du fascisme: sa définition comme idéologie ou comme pratique, le problème de sa modernité, sa dimension religieuse, son rapport au totalitarisme, et conclut sur une constatation de la validité persistante des thèses de Hannah Arendt⁴. La conclusion elle-même ressaisit en deux pages l'argument du livre, doté d'une bibliographie et d'un index des noms de personnes.

Aux lecteurs et lectrices français ou francophones, ce livre ne manquera pas de rappeler le travail plus ancien de Christophe Charle qui, dans «La crise des sociétés impériales», avait suivi une démarche comparatiste analogue mais reposant davantage sur l'exploitation de sources quantitatives que sur la compilation de monographies régionales, et limitée aux cas allemand, britannique et français⁵. L'ampleur de l'aire géographique couverte par Barth impose de synthétiser le travail de spécialistes de la péninsule Ibérique ou des Balkans (Mark Mazower, Holm Sundhausen, Philipp Ther), par exemple. On pourra regretter, cependant, que la bibliographie soit exclusivement composée de titres en allemand et en anglais. Les travaux importants de Stanley Payne⁶ (fréquemment cité) ou Zara Steiner⁷ sont des références incontournables pour Barth. D'autres, plus récents, comme «The Deluge: The Great War and the Remaking of Global Order, 1916–1931», d'Adam Tooze (Londres 2014), n'ont peut-être pas pu être intégrés au propos par manque de temps.

Face à une synthèse comme «Europa nach dem Großen Krieg», on peut se demander quel lectorat la lira avec le plus grand profit. Les spécialistes se tourneront sans doute en priorité vers les monographies régionales exploitant des sources inédites. En revanche, le grand public ou des étudiants y trouveront une réflexion stimulante, quoiqu'exigeante par sa densité, d'autant plus que les parallèles avec la situation de l'Europe au début du XXI^e siècle semblent parfois délibérés.

19.–21. Jahrhundert –
Époque contemporaine

DOI:
10.11588/frrec.2017.3.41333

Seite | page 3

4 Hannah Arendt, *Elemente und Ursprünge totaler Herrschaft*, Francfort/M. 1955.

5 Christophe Charle, *La Crise des sociétés impériales (1900–1940). Essai d'histoire sociale comparée de l'Allemagne, de la France et de la Grande-Bretagne*, Paris 2001.

6 Stanley Payne, *A History of Fascism 1914–1945*, Oxford 1996.

7 Zara Steiner, *The Lights that Failed. European International History 1919–1933*, Oxford 2005.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)